

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [91] (2003)
Heft: 1469 [i.e. 1470]

Artikel: Sur le cas Hani Ramadan
Autor: Parini, Lorena
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-282517>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sur le cas Hani Ramadan
Lorena Parini, chercheuse
Genève

Depuis plusieurs mois, l'affaire «Hani Ramadan» défraye la chronique à Genève. Cet enseignant, fonctionnaire de l'Etat de Genève, a été suspendu après avoir exprimé ses opinions politico-religieuses notamment dans le journal *Le Monde*. Partisan de la polygamie et de la lapidation des femmes adultères, Hani Ramadan considère également les homosexuels et les toxicomanes comme des fornicateurs et des déviants. Le rapport de l'ancien procureur général Bernard Bertossa ouvre la voie à un licenciement de l'enseignant qui s'appuie sur le devoir de fidélité et l'obligation de neutralité religieuse des enseignants.

Or, ce qui m'étonne dans cette affaire n'est pas tant la persévérance dans l'exposition des idées de Hani Ramadan, directeur du Centre Islamique de Genève, mais les réactions offusquées de certains associations d'enseignants qui crient à la «chasse aux sorcières». Mettons de côté ce vocabulaire moyen-âgeux et parlons de «liberté d'expression et de laïcité». En tant que chercheuse dans le domaine des Etudes genre, je me demande si c'est un hasard que la liberté d'expression est appelée au secours lorsqu'il s'agit de condamner des propos qui encouragent l'oppression de minorités culturelles telles que les femmes, les homosexuels et les toxicomanes. Je me demande si l'appel à la liberté d'expression aurait été invoqué à propos de discours antisémites ou racistes. Ces groupes sociaux ont déjà payé un lourd tribut aux libertés d'expression qui se sont transformées en libertés d'oppression. Pour éviter justement ces débordements, la Suisse s'est dotée il y a quelques années d'un instrument juridique de limitation de la liberté d'expression : la loi antiraciste. Cette loi doit s'étendre à d'autres groupes sociaux qui sont depuis longtemps et sans cesse la cible d'oppressions symboliques ou matérielles de la part de ceux qui se considèrent habilités à juger qui a le droit à la liberté et à l'autonomie et qui ne l'a pas.

Aux intégristes de la liberté d'expression j'aimerais dire : rappelez-vous qu'un certain nombre de nos ancêtres se sont battus et sont morts pour que les valeurs de respect des droits de la personne soient solidement ancrés dans notre démocratie. Rappelez-vous que les féministes ont lutté et luttent encore pour que la dignité des femmes, leur autonomie et leurs libertés soient respectées. Aux relativistes bâts, j'aimerais dire : non, les valeurs ne sont pas interchangeables, elle ne se valent pas toutes. Celles qui protègent la dignité de l'être humain sont meilleures que celles qui la bafluent. Sous peine de paraître conservatrice ou ethnocentriste, j'ose m'indigner contre la lapidation des femmes, l'excision des petites filles, la polygamie comme moyen de subordonner les femmes, la répudiation des femmes, la torture, l'emprisonnement des homosexuels, etc. Ces «traditions», ces «coutumes», ne sont pas uniquement l'expression d'une culture mais aussi du désir de domination d'un groupe sur d'autres groupes (qu'il soit laïc ou religieux). C'est contre cela que nous devons sans cesse réaffirmer notre attachement aux fondements de notre démocratie. Cela ne nous empêchera jamais de nous ouvrir aux autres cultures.

Rétroaction sur l'expo
Les images mises à nu
Eva Saro, Barbara San-Antonio
et Pierre Blumer
Genève

En septembre, nous consacrons un dossier au sexism dans la pub en nous intéressant à l'exposition organisée par le Centre de loisirs de Chêne-Bourg. Les personnes à l'origine de l'expo nous font part de leur feed-back :

L'expo a été un gros succès! Les ateliers et le débat ont permis d'ouvrir un espace de parole où l'on a pu s'exprimer sur des malaises éventuels et explorer des pistes de réflexion quant à la possibilité de parvenir à montrer non plus uniquement des «fesses» comme arguments de vente, mais peut-être à l'instant

Dossier:
Emprisonnées:
pourquoi?

Actualité
La girl culture:
la nouvelle
régression

Débat
Prendre ou ne pas
prendre la pilule?

no 169
janvier 2003
6.50 fr.